

**No. 39160**

---

**Netherlands  
and  
Monaco**

**Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Principality of Monaco on the payment of Dutch social insurance benefits in Monaco. Monaco, 29 November 2001**

**Entry into force:** *1 January 2003 by notification, in accordance with article 13 and provisionally on 1 January 2002 for article 4 in respect of the Netherlands*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Netherlands, 20 February 2003*

---

**Pays-Bas  
et  
Monaco**

**Accord entre le Royaume des Pays-Bas et la Principauté de Monaco sur le paiement des prestations sociales néerlandaises à Monaco. Monaco, 29 novembre 2001**

**Entrée en vigueur :** *1er janvier 2003 par notification, conformément à l'article 13 et provisoirement le 1er janvier 2002 pour l'article 4 à l'égard des Pays-Bas*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Pays-Bas, 20 février 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

## ACCORD ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO SUR LE PAIEMENT DES PRESTATIONS SOCIALES NÉERLANDAISES À MONACO

Le Royaume des Pays-Bas d'une part

et

La Principauté de Monaco d'autre part,

ci-après appelés les "Parties Contractantes",

Animés du désir de permettre le paiement des prestations néerlandaises aux personnes qui résident ou séjournent temporairement à Monaco, et souhaitant mettre en oeuvre une coopération entre les deux Etats en ce qui concerne la vérification de la régularité des paiements des prestations sociales néerlandaises,

Sont convenus des dispositions suivantes:

### *Article 1. Définitions générales*

1. Aux fins du présent Accord:

a) le terme "territoire" désigne: pour le Royaume des Pays-Bas le territoire du Royaume situé en Europe et pour la Principauté de Monaco son territoire;

b) le terme "législation" désigne la législation qui concerne les branches de la sécurité sociale visées à l'article 2;

c) l'expression "autorité compétente" désigne: en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi des Pays-Bas; en ce qui concerne la Principauté de Monaco, le Conseiller de Gouvernement pour les Travaux Publics et les Affaires Sociales;

d) l'expression "institution compétente" désigne: en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas: le "Landelijk instituut sociale verzekeringen" (Institut national pour les assurances sociales) pour ce qui est de l'application des branches de sécurité sociale visées à l'article 2 sous a), b) et c) et par délégation le "Gak Nederland bv" ou tout autre organisme autorisé à remplir les fonctions exercées actuellement par ladite institution compétente, et la "Sociale Verzekeringsbank" (Banques des Assurances sociales) pour ce qui est des branches de la sécurité sociale visées à l'article 2 sous d), e) et f); en ce qui concerne la Principauté de Monaco: le Département des Travaux Publics et des Affaires Sociales;

e) le terme "organisme de sécurité sociale" désigne: la Caisse de Compensation des Services Sociaux, la Caisse Autonome des Retraites, la Caisse d'Assurance Accident, Maladie et Maternité des Travailleurs Indépendants, la Caisse Autonome des Retraites des Travailleurs Indépendants;

f) le terme "prestation" désigne toute prestation ou pension payée en espèces qui est prévue par la législation néerlandaise;

g) le terme "bénéficiaire" désigne la personne qui fait une demande de prestation ou qui a droit à une prestation;

h) l'expression "membre de la famille" désigne toute personne définie ou admise comme telle par la législation néerlandaise.

2. Tout autre terme utilisé dans le présent Accord a le sens que lui confère la législation.

#### *Article 2. Champ d'application matériel*

Le présent Accord s'applique à la législation néerlandaise relative aux branches d'assurances sociales suivantes:

- a) les prestations de maladie et de maternité;
- b) les prestations d'invalidité pour travailleurs salariés;
- c) les prestations d'invalidité pour travailleurs indépendants;
- d) les prestations de vieillesse;
- e) les prestations de survivants;
- f) les prestations familiales.

#### *Article 3. Champ d'application personnel*

A moins qu'il n'en dispose autrement, le présent Accord s'applique à tout bénéficiaire ou membre de sa famille pour autant qu'il réside ou séjourne temporairement sur le territoire de la Principauté de Monaco.

#### *Article 4. Exportation de prestations*

Sauf dispositions contraires du présent Accord, la législation néerlandaise qui prévoit une restriction du paiement d'une prestation uniquement pour le motif que le bénéficiaire ou un membre de sa famille réside ou séjourne temporairement hors du territoire des Pays Bas, n'est pas applicable dans le cas des bénéficiaires ou membres de leur famille qui résident ou séjournent temporairement sur le territoire de la Principauté de Monaco.

#### *Article 5. Identité*

1. Les bénéficiaires et les membres de leur famille doivent se soumettre aux procédures de vérification d'identité mises en oeuvre par les représentations diplomatiques ou consulaires néerlandaises ou les institutions compétentes monégasques en vue de l'application du présent Accord.

2. A l'occasion des vérifications administratives ou médicales demandées par les institutions compétentes néerlandaises, l'identité du bénéficiaire ou du membre de sa famille sera établie par la présentation de son passeport ou de sa carte de séjour monégasque, dont une copie authentifiée sera transmise aux institutions compétentes néerlandaises.

*Article 6. Procédures de vérifications  
administratives*

1. Dans le cadre de cet article, le terme "information" recouvre notamment les informations concernant l'identité, l'adresse, la situation de famille, la situation professionnelle, la situation scolaire des enfants, le décès et la détention.

2. En ce qui concerne les demandes ou la régularité du paiement des prestations, l'institution compétente monégasque vérifie, sur la demande de l'institution compétente néerlandaise ou des représentations diplomatiques ou consulaires néerlandaises, les informations relatives au bénéficiaire et aux membres de sa famille dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'une demande présentée par un organisme de service social monégasque. L'institution compétente monégasque transmet à l'institution compétente néerlandaise, une attestation de vérification en y joignant les pièces justificatives authentiques.

3. Les institutions compétentes des Parties Contractantes peuvent se mettre en contact directement entre elles, de même qu'avec les bénéficiaires, les membres de leur famille ou leur représentant.

4. Les institutions compétentes et les organismes de sécurité sociale des Parties Contractantes se prêtent leurs bons offices dans la mise en oeuvre du présent Accord, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

*Article 7. Procédures de vérifications  
médicales*

1. Sur la demande de l'institution compétente néerlandaise, les contrôles médicaux relatifs au bénéficiaire qui réside ou séjourne temporairement à Monaco sont effectués par l'organisme de sécurité sociale monégasque.

2. Pour évaluer le degré d'incapacité de travail d'un bénéficiaire, le service médical de l'institution compétente néerlandaise peut demander au service du contrôle médical de l'organisme de sécurité sociale monégasque de procéder en ses lieu et place à toute visite de contrôle. Celle-ci donnera lieu à un rapport, auquel seront joints tous les éléments médicaux jugés utiles par le médecin ou le bénéficiaire. Le bénéficiaire est tenu de déférer aux convocations ou demandes d'information émanant du service du contrôle médical des organismes de sécurité sociale.

3. L'institution compétente néerlandaise conserve la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire sur son territoire par un médecin de son choix. Si le bénéficiaire considère que, pour des raisons médicales, il n'est pas en état de faire le voyage pour se rendre sur le territoire des Pays-Bas, il en informe immédiatement l'institution compétente néerlandaise. Il est tenu dans ce cas de se soumettre à un contrôle médical effectué par un médecin désigné à cet effet par le service du contrôle médical de l'organisme de sécurité sociale monégasque. Le rapport établi doit exposer les raisons médicales l'empêchant de se déplacer ainsi que la durée probable de cet état.

4. Les frais exposés pour l'examen médical visé à cet article et, le cas échéant, pour le voyage et le séjour de l'intéressé, sont à la charge de l'institution compétente néerlandaise.

*Article 8. Recouvrement des paiements indus*

Si un bénéficiaire a perçu indûment une prestation servie par une institution compétente néerlandaise et que par ailleurs il a droit à une prestation servie par un organisme de sécurité sociale monégasque, l'institution compétente néerlandaise peut demander que les paiements indus soient compensés par les arriérés ou les montants encore dus en application de la législation monégasque. L'organisme de sécurité sociale monégasque déduit les montants conformément à et dans les limites fixées par la législation à laquelle elle est soumise et remet les sommes en question à l'institution compétente néerlandaise.

*Article 9. Rejet, suspension, suppression*

L'institution compétente néerlandaise peut refuser l'octroi d'une prestation, ou peut en suspendre le versement ou supprimer les droits, si sur une période de trois mois, le bénéficiaire n'a pas satisfait à la demande de se soumettre à un examen médical ou de fournir les renseignements demandés conformément à l'article 5 et à l'article 7 paragraphes 2 et 3 du présent Accord.

*Article 10. Délai de transmissions  
des informations*

L'institution compétente monégasque s'engage à fournir, dans un délai de trois mois, les informations administratives ou médicales demandées par les institutions compétentes néerlandaises. Toute difficulté faisant obstacle au respect de ce délai donnera lieu à une notification motivée.

*Article 11. Mise en oeuvre du  
présent Accord*

Les institutions compétentes de chacune des Parties Contractantes peuvent prendre, sous forme d'arrangements complémentaires, toute mesure jugée nécessaire à l'application du présent Accord.

*Article 12. Règlement des différends*

Les autorités compétentes de chacune des Parties Contractantes s'engagent à rechercher une solution concertée pour régler tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord.

*Article 13. Entrée en vigueur du  
présent Accord*

1. Les Parties Contractantes se notifieront mutuellement par écrit l'accomplissement de leurs procédures légales ou constitutionnelles respectives requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra la date de la dernière notification étant entendu que les Pays Bas appliqueront l'article 4 provisoirement à partir du premier jour du deuxième mois suivant la date de la signature.

*Article 14. Application de l'Accord*

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord n'est applicable que sur la partie européenne de son territoire.

*Article 15. Période de validité*

L'une des Parties Contractantes peut à tout moment dénoncer par écrit le présent Accord. En cas de dénonciation, le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'une des Parties Contractantes aura reçu par écrit la dénonciation de l'autre partie contractante.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

Fait à Monaco le 29 novembre 2001, en langue française, les deux exemplaires faisant également foi.

Pour le Royaume des Pays-Bas :  
ROBERT SMULDERS  
Consul général Honoraire à Monaco

Pour la Principauté de Monaco :  
JOSÉ BADIA  
Conseiller de Gouvernement pour les Travaux  
Publics et les Affaires Sociales

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND  
THE PRINCIPALITY OF MONACO CONCERNING THE PAYMENT OF  
NETHERLANDS SOCIAL INSURANCE BENEFITS IN MONACO

The Kingdom of the Netherlands on the one hand  
and

The Principality of Monaco on the other,  
Hereinafter referred to as the "Contracting Parties",

Desiring to facilitate the payment of Netherlands benefits to persons residing or staying temporarily in Monaco, and wishing to establish cooperation between the two States with a view to verifying the correctness of the payment of Netherlands social security benefits,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1. General definitions*

1. For the purposes of this Agreement:

(a) The term "territory" means: for the Kingdom of the Netherlands the territory of the Kingdom situated in Europe and for the Principality of Monaco its territory;

(b) The term "legislation" means legislation relating to the social security benefits specified in article 2;

(c) The term "competent authority" means: in relation to the Kingdom of the Netherlands, the Minister of Social Affairs and Employment of the Netherlands; in relation to the Principality of Monaco, the Government Counsellor for Public Works and Social Affairs;

(d) The term "competent institution" means: in relation to the Kingdom of the Netherlands: the "Landelijk instituut sociale verzekeringen" (National Social Insurance Institute) with regard to implementation of the social security benefits specified in article 2 (a), (b) and (c) and, by delegation, the "Gak Nederland bv" or any other agency authorized to perform the functions currently performed by the said competent institution, and the "Sociale Verzekeringsbank" (Social Insurance Bank) with regard to the social security benefits specified in article 2 (d), (e) and (f); in relation to the Principality of Monaco: the Department of Public Works and Social Affairs;

(e) The term "social security agency" means: la Caisse de Compensation des Services Sociaux (Social Services Compensation Fund), la Caisse Autonome des Retraites (Autonomous Retirement Fund), la Caisse d'Assurance Accident, Maladie et Maternité des Travailleurs Indépendants (Accident, Illness and Maternity Insurance Fund for Self-employed Workers), la Caisse Autonome des Retraites des Travailleurs Indépendants (Autonomous Self-employed Workers' Retirement Fund);

(f) The term "benefit" means any benefit or pension paid in cash pursuant to Netherlands legislation;

(g) The term "beneficiary" means a person applying for or entitled to a benefit;

(h) The term "family member" means any person defined or recognized as such under Netherlands legislation.

2. Any other term used in this Agreement shall have the meaning which it has under the relevant laws.

#### *Article 2. Scope*

This Agreement shall apply to the Netherlands legislation relating to the following areas of social insurance:

(a) Sickness and maternity benefits;

(b) Invalidity benefits for salaried workers;

(c) Invalidity benefits for self-employed workers;

(d) Old-age benefits;

(e) Survivor's benefits;

(f) Family benefits.

#### *Article 3. Eligibility*

Unless specifically stated otherwise, this Agreement shall apply to any beneficiary or any member of his family residing or staying temporarily in the territory of the Principality of Monaco.

#### *Article 4. Export of benefits*

Unless specifically stated otherwise in this Agreement, the Netherlands legislation which restricts payment of a benefit solely on the ground that the beneficiary or a member of his family resides or is staying temporarily outside the territory of the Netherlands, shall not apply to beneficiaries or members of their family residing or staying temporarily in the territory of the Principality of Monaco.

#### *Article 5. Identity*

1. Beneficiaries and members of their family must submit to the identity verification procedures undertaken by the Netherlands diplomatic or consular establishments or the competent Monegasque institutions for the purpose of applying this Agreement.

2. On the occasion of administrative verifications or medical examinations requested by the competent Netherlands institutions, the identity of the beneficiary or the member of his family shall be established by presentation of a passport or Monegasque residence permit, a certified copy of which shall be transmitted to the competent Netherlands institutions.



*Article 6. Administrative verification procedures*

1. In the context of this article, the term "information" means in particular information concerning identity, address, family status, professional status, educational status of children, death and detention.

2. With regard to applications and eligibility for the payment of benefits, the competent Monegasque institution shall verify, at the request of the competent Netherlands institution or Netherlands consular or diplomatic establishment, information relating to the beneficiary and the members of his family under the same conditions as it would do if the request were made by a Monegasque social service agency. The competent Monegasque institution shall transmit to the competent Netherlands institution a certificate of verification and shall attach any authenticated supporting documents.

3. The competent institutions of the Contracting Parties may enter into direct contact with each other, the beneficiaries, the members of their families or their representatives.

4. The competent institutions and the social security agencies of the Contracting Parties shall assist each other in applying this Agreement as if they were applying their own domestic legislation.

*Article 7. Medical examination procedures*

1. At the request of the competent Netherlands institution, medical examinations relating to a beneficiary residing or staying temporarily in Monaco shall be undertaken by the Monegasque social security agency.

2. In order to determine the extent of a beneficiary's incapacity for work, the medical service of the competent Netherlands institution may request the medical examination service of the Monegasque social security agency to perform medical examinations on its behalf. A report on the examination shall be prepared, which shall include any medical information deemed pertinent by the doctor or the beneficiary. The beneficiary must comply with any request to appear in person or to provide information issued by the medical examination services of the social security agencies.

3. The competent Netherlands institution shall retain the right to have the beneficiary examined in its territory by a doctor of its choice. If the beneficiary considers that, for medical reasons, he is unable to travel to the territory of the Netherlands, he shall so inform the competent Netherlands institution immediately. In this case he shall be required to undergo a medical examination by a doctor designated for that purpose by the medical examination service of the Monegasque social security agency. The resulting report must specify the medical reasons preventing him from travelling as well as the probable time period during which he will be unable to travel.

4. Costs incurred for the medical examination referred to in this article and, if necessary, for the travel and stay of the individual concerned, shall be borne by the competent Netherlands institution.

*Article 8. Recovery of payments made in error*

If a beneficiary was paid a benefit in error by a competent Netherlands institution and he is entitled to a benefit from a Monegasque social security agency, the competent Netherlands institution may request that the payments made in error be reimbursed from the arrears or unpaid amounts due under Monegasque legislation. The Monegasque social security agency shall deduct the amounts in accordance with, and within the limits defined by, the legislation to which it is subject and shall transmit the amounts in question to the competent Netherlands institution.

*Article 9. Rejection, suspension, cancellation*

The competent Netherlands institution may refuse to grant a benefit, suspend the payment of a benefit or cancel any entitlement if, within a period of three months, the beneficiary has not submitted to a medical examination or provided the information requested pursuant to article 5 and article 7, paragraphs 2 and 3, of this Agreement.

*Article 10. Time limit for the transmittal of information*

The competent Monegasque institution undertakes to provide, within a period of three months, the administrative or medical information requested by the competent Netherlands institutions. Any difficulty encountered in complying with that time limit shall be the subject of a notification explaining the reasons for the delay.

*Article 11. Implementation of this Agreement*

The competent institutions of each Contracting Party may adopt any measure, in the form of supplementary arrangements, deemed necessary for the application of this Agreement.

*Article 12. Settlement of disputes*

The competent authorities of each Contracting Party undertake to settle by mutual agreement any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement.

*Article 13. Entry into force of this Agreement*

1. The Contracting Parties shall notify each other in writing of the completion of their respective legal or constitutional procedures necessary for the entry into force of this Agreement.
2. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of the last notification, it being understood that the Netherlands will apply article 4 on a temporary basis as of the first day of the second month following the date of signature.

*Article 14. Application of the Agreement*

With regard to the Kingdom of the Netherlands, this Agreement shall apply only to the part of its territory that is situated in Europe.

*Article 15. Validity*

Either Contracting Party may denounce this Agreement at any time by providing written notice thereof. In the event of denunciation, this Agreement shall remain in force until the end of the calendar year following that during which one of the Contracting Parties received a denunciation in writing from the other Contracting Party.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Monaco on 29 November 2001, in the French language, in two copies both being equally authentic.

For the Kingdom of the Netherlands:

ROBERT SMULDERS

Honorary General Consul in Monaco

For the Principality of Monaco:

JOSÉ BADIA

Government Counsellor for Public Works and Social Affairs

